

## 2 Politique

## Vie des partis/Réunion des Pdgistes de Mougoutsi

## Cap sur l'avenir !



Quelques responsables du parti dont l'ancien ministre de la Justice, Alexis Boutamba Mbina (micro) s'adressant...



... à plusieurs militantes et militants de la fédération de Tchibanga.

SM

Libreville/Gabon

AGITATION des membres locaux de la Coalition pour la nouvelle République, moral des troupes pdgistes de Mougoutsi, Législatives à venir, état de santé du parti au pouvoir dans cette contrée... Ces sujets ont constitué la trame d'une réunion qui s'est tenue, vendredi dernier, dans le chef-lieu de la province de la Nyanga. Autour du député Alexis Boutamba

Mbina, en sa double qualité de membre du Bureau politique et représentant du "Distingué camarade président", Ali Bongo Ondimba. Alors que quelques heures plus tôt, des opposants soutenant Jean Ping avaient initié une marche en guise de protestation (lire par ailleurs). A ce sujet, les "Pdgistes" de Mougoutsi considèrent cette sortie de la Coalition comme "une tempête dans un verre d'eau". Toutefois, vigilance oblige ! Alexis Boutamba Mbina a

invité l'ensemble des cadres du Parti démocratique gabonais (PDG) de Mougoutsi (membres du comité permanent, du Conseil national, des comités, des sections et des fédérations...) à demeurer fidèles au PDG et à son président. "Ali Bongo Ondimba c'est le seul président du Gabon. Ne soyez pas des épouvantails politiques. La politique ne se fait pas avec le découragement car l'espoir est toujours permis. Surmontez vos doutes car le meilleur est souvent de-

vant", a conseillé le membre du bureau politique. Profitant de cette occasion, plusieurs participants ont fait parler leur cœur. Nombreux ont manifesté leur découragement, estimant que Tchibanga, la capitale provinciale pourtant, a été brimée dans le nouveau gouvernement, n'obtenant qu'un poste de ministre délégué qui, en plus de cela, susurrent-ils, revient à une native dont l'appartenance politique au PDG serait douteuse. Un détail qui offusque les

"Pdgistes" de Mougoutsi. Lesquels disent ne pas bénéficier d'assez de considération des décideurs. Devant cela, Alexis Boutamba Mbina a demandé aux uns et aux autres de s'abstenir de toutes remarques désobligeantes, susceptibles d'ouvrir d'autres courants d'air. Disons que cette rencontre a aussi été mise à profit pour parler de la santé du parti dans cette contrée du pays où le moral des troupes est davantage en berne. Pour n'avoir obtenu

que la portion congrue dans l'équipe "Issoze Ngondet II". S'agissant des Législatives à venir, Alexis Boutamba Mbina a rappelé la maxime selon quoi, "qui veut voyager loin ménage sa monture". Une invite faite aux troupes à réarmer leur moral pour mieux affronter la joute électorale à venir. De surcroît dans deux circonscriptions : la commune de Tchibanga et le département de Mougoutsi, tous deux reconnus très frondeurs.

## Portrait des nouveaux membres du gouvernement/Ministère de l'Éducation nationale

## La femme qu'il faut à la place qu'il faut

J.K.M

Libreville/ Gabon

**A 55 ans révolus, Nadine Patricia Anguile épouse Obame est appelée à ramener, entre autres, la sérénité dans un secteur miné, depuis plus d'une décennie, par des grèves à n'en plus finir.**

ON a coutume de dire "l'homme qu'il faut à la place qu'il faut". Avec la nomination de Nadine Patricia Anguile épouse Obame à la tête du ministère de l'Éducation nationale, il faudrait désormais, sans doute, en tenant compte de l'approche genre, s'accoutumer à dire "la femme

qu'il faut à la place qu'il faut". Tant cette mère de famille de 55 ans, enseignante d'anglais de formation, peut se prévaloir d'un solide vécu à la tête de deux établissements d'enseignement secondaire confessionnels de référence. Ce qui lui aura permis de mieux appréhender les maux qui minent le secteur éducatif et, surtout, d'après certaines langues, de mettre sur pied une méthode de règlement et prévention des conflits sociaux. Laquelle aurait grandement contribué à faire de l'Institution Immaculée Conception et du collège Notre Dame de Quaben de Libreville des "îlots de stabilité" dans un



Photo : P.P./Prince Jackson

environnement miné par des grèves à n'en plus finir. Pour preuve, durant son passage à la tête du premier établissement cité de 2001 jusqu'à sa nomination, et du second de 1997 à 2001, les conflits sociaux n'ont guère altéré le bon déroulement des cours. La clé de son succès ? Sa capacité à discuter et à honorer ses engagements vis-à-vis de ses différents interlocuteurs, doublée d'une recherche permanente de l'excellence, disent certains

**Nadine Patricia Anguile épouse Obame, nouvelle ministre de l'Éducation nationale.**

de ses anciens collaborateurs. Des qualités dont elle devra faire montre pour calmer les ardeurs revendicatives des partenaires sociaux, afin de ramener la sérénité dans un secteur où, depuis plus d'une décennie, la durée des années scolaires varie au gré de celle des mouvements d'humeur. Un environnement dans lequel, depuis plusieurs années, syndicalistes et responsables semblent plus véritablement s'affronter "à mort" sur l'autel de leurs ambitions respectives, au lieu d'essayer réellement de trouver ensemble les voies et moyens d'améliorer notre système éducatif.

## Communiqué de l'ambassade du Gabon en France

Le 25 août 2017, aux alentours de 19 heures, trois membres du personnel diplomatique de l'ambassade Haute Représentation du Gabon en France ont fait l'objet d'agressions verbales et physiques sur la rue Boily, à proximité des locaux de la Chancellerie, au sortir d'une séance de travail.

Il s'agit de :

- Monsieur Fabrice Boussougou Boussougou, Premier Conseiller ;  
- Monsieur Arthur Sabi Djaboudi, Conseiller chargé de la Communication et des Relations pu-

bliques ;

- Madame Carine Josiane Nsourou Zogo, Deuxième Conseiller chargée du Secrétariat particulier du Premier Conseiller. Les agresseurs, un groupe de compatriotes se réclamant de l'opposition, s'étaient signalés par des actes similaires le soir du 17 août 2017, notamment sur deux étudiants gabonais, inscrits respectivement en thèse de Philosophie et de Littérature à Rennes et à Paris, qui avaient pris part ce jour à l'inauguration de la Bibliothèque de l'Ogooué,

ainsi qu'aux autres activités organisées dans le cadre de la célébration du 57ème anniversaire de notre indépendance.

Je condamne ces actes de violence et rappelle, à toutes fins utiles, qu'ils exposent leurs auteurs aux sanctions pénales, et que la participation à un groupement violent est un délit. Les démarches y relatives seront initiées auprès des services compétents. De même que je constate, pour le déplorer, que la contestation politique menée par certains de nos compatriotes

tend aujourd'hui à se criminaliser par sa dérive dans des violences de groupes.

Ces violences, qui sont le fait d'une minorité bruyante, constituée pour l'essentiel d'ennemis intimes de la démocratie, jettent malheureusement l'opprobre sur une communauté gabonaise pourtant riche de talents et de modèles de réussite, et jadis louée pour son civisme remarquable.

Je forme ainsi le vœu de la fermeture prochaine de cette longue parenthèse malheureuse,

pour que la communauté gabonaise de France retrouve l'image et l'estime dont elle a toujours joui dans l'opinion de ceux qui nous ont fait l'honneur de nous accueillir. C'est l'une des priorités de l'action initiée depuis ma prise de fonction, conformément aux instructions des hautes autorités de notre pays.

Fait à Paris le 26 août 2017

L'ambassadeur Haut Représentant  
**Flavien ENONGOUÉ**